

Il se peut qu'en prônant cette initiative, nous ne répondions pas à tous les impératifs du gouvernement américain et même du gouvernement mexicain en matière de politique étrangère, mais je suis confiant que nous pouvons trouver un terrain d'entente dans le besoin primordial de développer la région et, ce faisant, trouver des moyens de concilier nos objectifs divergents. Il n'est pas nécessaire que les intérêts nationaux soient identiques pour qu'on établisse un plan d'action commun.

On a eu trop longtemps tendance à considérer l'Amérique latine et les Antilles comme une seule et même région, oubliant qu'elle compte 39 pays indépendants, colonies et territoires dont les langues officielles sont l'anglais, le français, l'espagnol, le portugais et le néerlandais, qu'au moins vingt de ces pays ont connu au-delà de 150 ans d'indépendance politique et qu'ils ont tous fait partie à une certaine époque des grandes empires coloniaux d'Europe. La seule chose qu'ils aient en commun c'est leur héritage colonial, à quoi il convient d'ajouter le fait que l'espagnol est la langue officielle d'un bon nombre d'entre eux.

Mais ces pays ne se ressemblent pas plus que l'Australie et le Canada. Ils ont chacun leur histoire, leur mélange de races, leur développement social, leur statut et leur potentiel économique. Nous devons par conséquent les considérer individuellement.

Certains d'entre eux seront importants pour nous comme marchés à l'exportation, d'autres comme sources de biens d'importation nécessaires. Certains fourniront des immigrants d'autres constitueront la destination de touristes canadiens. Certains d'entre eux seront importants à cause de leur rôle dans les affaires internationales, d'autres à cause de leur besoin d'aide en matière de développement, besoin auquel nous pouvons contribuer. Certains partageront nos valeurs politiques. Tous ont des traditions culturelles auxquelles nous nous rattachons et que nous pouvons partager dans l'intérêt réciproque de nos sociétés et de nos peuples.

Pris d'un point de vue économique, ces États latino-américains sont tous des pays du Sud. Quel rôle doit jouer le Canada en Amérique latine ou même dans d'autres parties du monde pour promouvoir le dialogue Nord-Sud? Le gouvernement est d'accord avec le point de vue du groupe de travail parlementaire sur les rapports Nord-Sud qui estime que le Canada devrait fonder sur deux grands principes le développement de la politique canadienne en matière de relations Nord-Sud. Tout d'abord, la réciprocité de l'intérêt qu'ont à la fois le Nord et le Sud à régler les problèmes économiques mondiaux. Ensuite, l'impératif humanitaire qui nous commande de concentrer notre attention et nos ressources sur les peuples et les pays les plus déshérités de la terre. Ces deux concepts guideront les programmes d'aides du Canada et sous-tendront nos efforts de recherche d'un compromis.

[Français]

Ni les pays du Nord, ni ceux du Sud ne forment des groupes homogènes. Malgré leur diversité, les pays du Sud tirent leur sentiment d'unité de convictions partagées et d'une perception commune de leur position dans le monde. Ils sont notamment convaincus que le système économique international a trop favorisé les pays riches. C'est pourquoi ils réclament une modification des règles du jeu. Ils veulent que le système penche davantage dans leur sens. Les plus pauvres d'entre eux ont des ambitions plus limitées: ils ne demandent qu'à survivre,

qu'à obtenir une certaine amélioration de leur sort et qu'à maintenir intactes leurs sociétés, et ce en dépit de forces et de situations sur lesquelles ils n'ont souvent aucun contrôle.

Nous ne devrions pas nous étonner que les pays en développement cherchent à utiliser les institutions internationales actuelles pour réaliser leurs objectifs. Les nouveaux pays industriels, comme le Brésil, sont de plus en plus actifs au sein du GATT. Le Canada a lui-même contribué à mettre en place les institutions internationales de l'après-guerre parce qu'il les considérait comme un moyen de réduire sa propre vulnérabilité et de susciter de nouveaux modes de coopération internationale.

Malheureusement, ce sont les pays les plus pauvres qui profiteront probablement le moins de toute modification des institutions ou du système des échanges et des paiements que pourraient entraîner les négociations Nord-Sud. C'est sur ces pays les plus pauvres—comme Haïti, le Honduras et la Guyane—que le Canada continuera de concentrer son aide bilatérale. De fait, notre aide publique bilatérale au développement s'est toujours concentrée sur les pays en développement et à faible revenu. Pendant les années 1970, cette concentration a représenté en moyenne 75 p. 100 de nos crédits d'APD. Le Canada a tenu la tête du peloton des pays développés pour le pourcentage de l'aide au développement qu'il consacre aux plus pauvres. Le grand objectif du programme canadien de coopération au développement est d'appuyer les efforts que font les pays en développement pour satisfaire eux-mêmes les besoins de leurs populations. A cette fin, le programme bilatéral se concentrera sur trois secteurs prioritaires: l'agriculture, l'énergie et la mise en valeur des ressources humaines. C'est dans ces trois secteurs que les ressources canadiennes sont le mieux adaptées aux besoins des pays en développement. Ces secteurs recevront un traitement prioritaire au cours des prochaines années.

[Traduction]

L'aide aux pays en voie de développement fait désormais partie de la réalité canadienne. Je voudrais simplement redire que le gouvernement a l'intention d'allouer, d'ici à 1985, 5 p. 100 de notre PNB à l'APD et de faire tout son possible pour porter à 7 p. 100 son objectif d'aide au développement international d'ici à 1990.

Comme certains députés le savent, la promotion des consultations avec les ONG, les chefs religieux ainsi que les milieux industriels et commerciaux m'intéresse tout particulièrement et j'ai été impressionné par l'importante participation morale et intellectuelle de ces groupes à l'effort global que déploie le Canada en faveur du développement des pays du tiers monde. Je voudrais rendre hommage au travail impressionnant qu'effectuent les ONG et les groupes de missionnaires en Amérique latine et je tiens à réaffirmer solennellement que notre gouvernement continue à appuyer financièrement les initiatives prises par des particuliers dans notre pays.

Je voudrais dire quelques mots d'une question humaine grave qui a des répercussions négatives sur les perspectives de développement économique et social de nombreux pays en voie de développement. Je veux parler du problème international des réfugiés qui prend des proportions littéralement alarmantes.

Il existe de par le monde environ dix millions de réfugiés et un nombre encore plus grand de personnes dites déplacées. La